

FRANCE

ÉDUCATION

LE DÉBAT JEAN-MICHEL BLANQUER - JACQUES JULLIARD

COMMENT SAUVER L'ÉCOLE

Notre confrère Jacques Julliard, éditorialiste de "Marianne", aime l'école et se désespère de la crise qu'elle traverse. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, mise sur des recettes pragmatiques qui dépassent les querelles idéologiques stériles. Parce que l'enjeu de l'éducation de nos enfants mérite un débat dépassionné de haute tenue, "Marianne" a fait dialoguer le politique et l'historien. Sur les missions de l'école, les savoirs fondamentaux, les rythmes scolaires ou la réhabilitation du métier d'enseignant, accords et désaccords entre le ministre et l'intellectuel.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

hannah assouline



Marianne : Vous êtes ministre depuis cinq mois. Quelle est, à vos yeux, la priorité pour sauver l'école ?

Jean-Michel Blanquer : La société n'a pas assez confiance en son école et l'école ne produit plus assez la confiance individuelle et collective pour la société. Je n'ai pas de baguette magique, mais mon rôle est d'enclencher un cercle vertueux de la confiance. Je dois commencer par manifester ma confiance vis-à-vis des professeurs et je dois demander à la société française, aux familles, de leur manifester de la confiance. Nous devons aboutir à ce que les élèves aient confiance en eux-mêmes grâce aux connaissances et aux valeurs transmises par l'école. On ne peut pas se sentir bien si on ne maîtrise pas bien la langue française. Quand plus de 20 % des élèves sortent de l'école primaire sans savoir bien lire, écrire, compter, la défiance s'installe. C'est pourquoi j'insiste autant sur les premières années de la vie, l'école maternelle, et l'école élémentaire. Lire, écrire, compter et respecter autrui est le premier socle que l'on doit donner pour la vie.

Jacques Julliard : Ce manque de confiance résulte aussi d'une plus grande diversité des attentes à l'égard de l'école. Lorsque l'école a pris sa forme définitive, sous la III^e République, les attentes étaient très faibles. Au fond, c'étaient les pouvoirs publics qui définissaient les missions de l'école. Aujourd'hui, l'école a beaucoup de peine à répondre à des sollicitations diverses qui viennent de tous les côtés, y compris des usagers. Si j'avais à faire un diagnostic, je dirais qu'en termes de médecine des accidents, l'école est une grande polytraumatisée. Lorsqu'on dit qu'il faut réformer l'Éducation nationale, on désigne tant de choses différentes et contradictoires que l'on s'y perd un peu. On peut par exemple incriminer la progression de l'illettrisme, et même de « l'inumérisme ». On peut aussi s'attaquer à la question des professeurs, de leur

recrutement, de leur formation, de leur rémunération. On peut encore s'atteler à la réforme du baccalauréat, enfin ! Je crois que vous allez vous en occuper prochainement, et il est temps ! Tout le monde est d'accord pour dire qu'aujourd'hui l'enseignement élémentaire est fondamental parce qu'il détermine tout le reste, mais je trouve qu'on ne met pas assez l'accent sur une des principales difficultés de notre système, c'est-à-dire l'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. De ce point de vue, je regrette qu'il y ait deux ministres. Le principal problème est celui du premier cycle du supérieur. Il est mal organisé, avec un taux de déperdition inacceptable.

J.-M.B. : Jadis, on pouvait résumer la mission de l'école à l'instruction publique. Aujourd'hui, elle est devenue beaucoup plus complexe. Tout ne changera pas par une loi ou par un décret, mais par une série d'évolutions qui passent par la responsabilisation des acteurs. Le paradoxe, c'est que les gens en ont assez, des réformes qui s'empilent et rendent les choses illisibles, et, en même temps, tout le monde constate les limites du système et pense qu'il faut le changer. La formule d'Emmanuel Macron, « *La France ne peut pas se réformer, il faut qu'elle se transforme* », correspond parfaitement à ma mission pour l'école.

L'un de vos lointains prédécesseurs, Claude Allègre, disait que « le mammoth » n'était pas réformable...

J.-M.B. : Je n'utilise jamais ce mot. Il est obsolète. Je crois beaucoup aux cercles vertueux. Le système a besoin d'être désenglué. Nous avons réussi en quelques semaines à faire le dédoublement des classes de CP à 12 élèves par classe seulement pour un enseignement plus personnalisé, à rétablir les classes bilangue, ou à mettre en place l'opération « Devoirs faits » pour tous les collégiens de France qui le souhaitent, c'est un démenti à

deux idées reçues : 1) On ne peut pas bouger. 2) À l'école, tout est objet de querelle et de division.

J.J. : Si je comprends bien, votre premier souci est de fabriquer du consensus autour de l'école qui avait en partie disparu. Vous utilisez souvent cette expression parmi les fondamentaux à acquérir : respecter autrui. Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par là ? C'est important parce que je pense qu'il n'y aura pas de consensus technique pour changer l'école s'il n'y a pas de consensus moral.

“RESPECTER AUTRUI, ÇA SE JOUE LORS DES PREMIÈRES ANNÉES DE LA VIE, L'ENFANT A UN POTENTIEL D'EMPATHIE TRÈS FORT.” JEAN-MICHEL BLANQUER

J.-M.B. : Sur les valeurs que l'école doit transmettre, on doit rechercher l'unité nationale. Ce n'est pas simple, mais c'est possible. Par exemple, le CP à 12 élèves nécessite non seulement une action sur les ressources humaines, mais aussi la mobilisation des communes, toutes sensibilités politiques confondues. Elles l'ont fait et je les en remercie ! Nous vivons un moment historique où il devient possible de bâtir du consensus parce que nous avons pris conscience d'une série d'impasses. Par ailleurs, Emmanuel Macron a été élu dans un contexte de dépassement du clivage gauche-droite qui nécessite de rassembler la société française autour d'un socle de valeurs communes. Respecter autrui, ça se joue lors des premières années de la vie, car l'enfant a un potentiel d'empathie très fort. L'école doit développer cette qualité chez les enfants et l'utiliser pour transmettre les valeurs qui sont un fondement de la vie sociale. >



► **J.J.** : Est-ce que vous iriez jusqu'à refaire, comme sous la III^e République, des leçons de morale ?

J.-M.B. : Oui, l'appellation est désuète, mais si ce n'est le mot, j'approuve la chose. Beaucoup de maîtres et maîtresses le font encore à leur façon. On peut le formaliser davantage.

Et êtes-vous favorable au retour de la blouse ou de l'uniforme ?

J.-M.B. : J'ai voyagé et vu des écoles en Amérique latine, en Afrique, en Asie. J'ai été recteur outre-mer, où les enfants ont la même couleur de vêtements dans leur établissement. Je ne dis évidemment pas qu'il faut l'imposer. Mais cela n'a rien de désuet, sauf à considérer que des pays de la planète sont désuets. Là où un consensus local se développerait entre les parents et la communauté éducative, je ne vois pas au nom de quoi on s'y opposerait.

J.J. : A l'inverse, je ne suis pas sûr qu'introduire systématiquement dans l'école le système des valeurs de la société soit une bonne méthode. Par exemple, il faut lutter contre le racisme, bien sûr. Mais intégrer tel quel dans l'école ce débat qui ne se pose pas, parce que les jeunes enfants ne sont pas spontanément racistes, peut être contre-productif. Autre exemple : est-ce qu'introduire à l'école les débats à propos de la naissance, de la filiation, de l'appartenance à un sexe, tous ces problèmes d'adultes, ne contribue pas à diviser l'école au lieu d'y faire régner le respect ? Car l'enfant a un potentiel spontané d'empathie. Lui expliquer qu'un Noir et un Blanc sont deux êtres humains également respectables, etc., bref, prendre le langage de la société adulte, c'est courir le risque de détruire cette empathie au profit d'une controverse politisée. Ne faut-il pas repenser une espèce d'anthropologie pour l'enfant plutôt que de mettre en



LA MATERNELLE, période clé de l'épanouissement de l'enfant. Ici, à Montpellier.

“COMMENT FAIRE COMPRENDRE À LA SOCIÉTÉ ET À L'ÉCOLE QUE L'ENFANT A BESOIN DE LIRE, D'APPRENDRE PAR CŒUR, DE MÉMORISER ?” JACQUES JULLIARD

œuvre une sorte de rétroaction de la société sur l'école ?

J.-M.B. : Il faut aller du plus simple au plus complexe au fil de la vie et laisser à l'enfant son droit à l'enfance. Les débats d'adultes doivent arriver progressivement à l'âge du collège, et surtout du lycée. L'école est un milieu spécifique qui ne doit être ni trop ouvert pour protéger, ni totalement fermé pour ouvrir au monde.

L'école n'est plus un sanctuaire ?

J.-M.B. : Non, et l'accès à la pornographie en est la triste et parfaite illustration. Ce sujet devient un enjeu de santé publique. Elle arrive devant les yeux des enfants à un âge de plus en plus jeune. C'est un problème qu'il va falloir regarder en face car il a des effets en chaîne terribles : comment s'étonner ensuite des violences entre les

sexes, du viol, et du déploiement d'une vision du monde épouvantable avec des carences affectives pour les enfants ?

L'éducation est un processus d'émancipation progressive. L'école donne aux enfants le discernement nécessaire pour acquérir une vraie liberté responsable.

J.J. : L'un des points en débat de façon permanente, c'est l'articulation entre l'autonomie des établissements, leur liberté, la création propre à un chef d'établissement ou un professeur, et la nécessité d'une direction nationale parce que c'est conforme au génie national et que l'école n'a pas pour but de former exclusivement des élèves, mais aussi des citoyens. Sommes-nous parfaitement au clair là-dessus ? Vous avez raison de vouloir laisser beaucoup de liberté à l'établissement. En revanche, je ne suis pas sûr que vous ayez raison



sur les points d'application de ce principe. On touche par exemple à la fameuse question des rythmes scolaires. Nous étions à quatre jours et demi par semaine et un malheureux décret de Xavier Darcos nous a ramenés à quatre jours.

Or, plutôt que d'abroger purement et simplement ce décret, Vincent Peillon a créé une usine à gaz. Il a cédé aux pressions des parents d'élèves, des hôteliers et des syndicats d'enseignants. Et vous, à votre tour, vous avez lâché du lest alors qu'il ne fallait pas ! Vous avez confié aux municipalités le soin de choisir... Mais s'il y a quelque chose qui relève du centralisme dans notre éducation, c'est tout de même la durée de la scolarité ! Avez-vous plié par faiblesse, par opportunisme ou bien par conviction ? Aujourd'hui, sur une année civile, il n'y a plus qu'un jour d'école pour deux jours de vacances (en comprenant les samedis et dimanches) ! N'avez-vous pas cédé à la facilité ?

J.-M.B. : C'est le statu quo qui aurait été de l'opportunisme et de la facilité. Le vrai débat, c'est l'attention portée au temps de l'enfant. Le faux débat consiste à se focaliser sur quatre jours ou quatre jours et demi. La situation que j'ai trouvée correspondait à une inégalité totale : certains se sont approprié la semaine de quatre jours et demi, d'autres se sont sentis brutalisés. Nous avions des activités de pure garderie avec des communes désesparées et, à côté, des villes,

souvent plus grandes et plus riches, très heureuses des quatre jours et demi car elles ont réussi à en faire des choses intéressantes. Ma position a été pragmatique : on garde ce qui marche, on change le reste. Permettre aux gens, localement, de dire ce qui leur convient, c'est utile car un village de montagne n'est certainement pas dans la même situation que la Ville de Paris.

J.J. : Moi, j'aurais préféré cinq jours... Ce qui compte, c'est le contenu. Ainsi, la perte de durée de l'enseignement du français est d'environ 20 %. Si on ne rattrape pas ce temps perdu à un moment ou à un autre, le débat sur les rythmes scolaires sera purement formel.

J.-M.B. : L'accessoire, c'est de savoir si on fait macramé à 15 h 30 le mardi ou à 9 heures le mercredi matin. Le fondamental, c'est comment faire un mercredi matin intelligent. Je suis le premier à ne pas effacer d'un coup de crayon ce qui s'est fait précédemment. Je suis respectueux de certaines choses positives faites par le passé, mais il faut changer ce qui ne fonctionne pas.

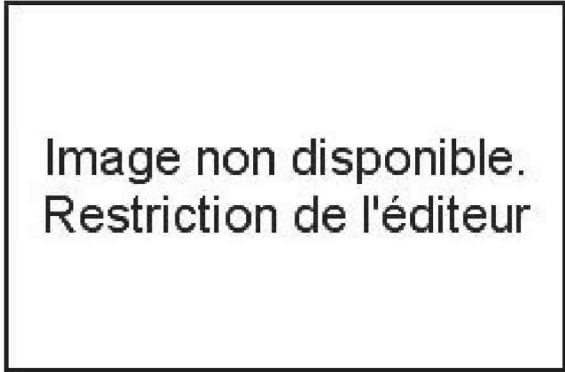
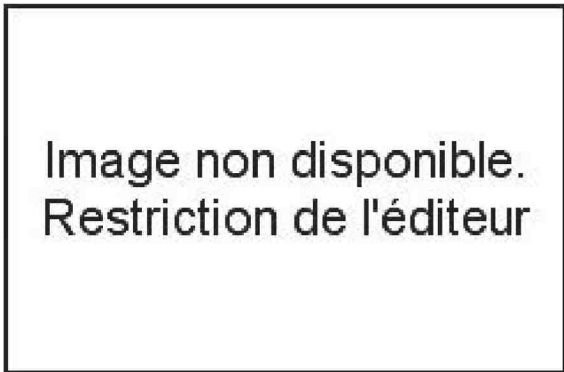
J.J. : Sur la question des contenus, il y a des choses à conserver, d'autres à supprimer, mais aussi des choses à rétablir. La principale inégalité entre les enfants, c'est la différence de vocabulaire entre un enfant qui dispose de 200 ou 300 mots et un autre, d'un milieu plus élevé, qui dispose de

2 000 mots. Que pensez-vous faire pour permettre aux enfants d'acquérir plus de vocabulaire ? C'est un but fondamental car bien des débats sur les différences sociales peuvent être expliqués par cette différence. Comment faire comprendre à la société et à l'école que l'enfant a besoin de lire, d'apprendre par cœur, de mémoriser ? Les individus les plus éminents, les acteurs, ils apprennent par cœur leur texte !

J.-M.B. : L'école maternelle doit être encore plus une école de l'épanouissement, du chant, du jeu, activités dont le résultat le plus important est la richesse du vocabulaire. Avec l'école élémentaire arrive un âge de raison, de déploiement des savoirs. Autrement dit, bien sûr, qu'il faut apprendre par cœur mais cette méthode ne doit pas être opposée au sens. On doit comprendre ce qu'on apprend par cœur ; de la même manière que l'effort va avec le plaisir. Certains ont défendu le principe de plaisir, de bienveillance, par opposition au principe d'effort ou d'exigence. Les deux vont de pair.

Pour les enfants, le plaisir de l'apprentissage passe aujourd'hui par le numérique ?

J.-M.B. : Je ne suis pas du tout favorable au tout-numérique à l'école primaire. Ce serait une erreur pédagogique parce que les enfants vont entrer dans une civilisation très numérique et il faut leur donner avant un socle qui leur >



hannah.assouline



► permette d'être des citoyens libres dans ce monde. Ce socle se compose en priorité des savoirs fondamentaux et d'une culture générale. Il faut donc introduire le numérique à l'école de façon progressive, avec une formation des professeurs bien plus poussée en la matière.

J.J. : Le risque du tout-numérique, c'est d'introduire le cheval de Troie des Gafa, Google et autres, dans l'éducation. A mon avis, ce serait une catastrophe car l'école est fondée sur le gratuit et sur le fait que l'éducation n'est pas une chose monnayable. Or le scandale philosophique que représentent Google et consorts, c'est précisément de rendre monnayables et commercialisables toutes

les valeurs de l'esprit. Les Gafa peuvent être le cheval de Troie de la mercantilisation de l'école.

J.-M.B. : Là aussi, il faut faire preuve de discernement, poser les bonnes barrières au bon moment et au bon endroit.

Vous prétendiez tout à l'heure ne pas être un éradicateur, mais alors pourquoi avez-vous supprimé de façon aussi rapide, massive et brutale les emplois aidés au risque de déstabiliser certains établissements scolaires ?

J.-M.B. : D'abord, on sait depuis longtemps que la politique des emplois aidés ne fait pas baisser le chômage de masse. Dans l'Éducation nationale, on a peu dimi-

nué le nombre de contrats aidés. Nous avons surtout mis en place des contrats plus robustes, en discernant des priorités. Ainsi, pour l'accueil des élèves en situation de handicap, nous avons conservé les emplois aidés et nous en avons ajouté 8 000.

Mais vous avez bien supprimé des milliers de contrats aidés ?

J.-M.B. : Nous en avons supprimé 20 %.

Comment rehausser le prestige d'une mission considérablement dévaluée aux yeux d'une large partie du pays et aux yeux des enseignants eux-mêmes ? Et une profession très mal payée dans une société où l'argent est devenu le critère de réussite des « premiers de cordée », comme dirait le président de la République ?

J.-M.B. : Je suis très attaché au respect du professeur. Il passe par la façon dont les professeurs et les parents se parlent. Une formation réussie, correspondant mieux aux besoins, c'est la clé pour la suite. Nous devons aussi faciliter les évolutions de carrière. Demain, on peut souhaiter que les établissements ne dépendent pas que du chef d'établissement, mais s'appuient sur une véritable équipe avec des professeurs qui prennent tour à tour des responsabilités, partagent des projets éducatifs, et restent plus longtemps dans le même établissement. Tout cela contribuera grandement à l'épanouissement des enseignants. Je dis aux professeurs : oui, vous êtes considérés par l'institution, par le ministre, et la considération de la société à votre endroit est bien plus forte que ce qu'on pense parfois.

J.J. : J'ai eu l'occasion de dire à l'un de vos prédécesseurs, Jack Lang, qu'il était très difficile de rehausser de manière considérable le traitement des enseignants parce qu'ils sont de plus en plus nombreux. En

“CERTAINS ONT DÉFENDU LE PRINCIPE DE PLAISIR, DE BIENVEILLANCE, CONTRE LE PRINCIPE D'EFFORT OU D'EXIGENCE. LES DEUX VONT DE PAIR.” JEAN-MICHEL BLANQUER

LE TOUT-NUMÉRIQUE
 dans les écoles serait, selon Jean-Michel Blanquer, une "erreur pédagogique". Jacques Julliard y voit quant à lui le risque d'introduire "le cheval de Troie des Gafa, Google et autres".



© univ / anthesa / nini

Image non disponible. Restriction de l'éditeur

nicolas kovarik / ip3

revanche, je crois qu'une bonne partie des réformes souhaitables pour l'éducation repose sur la qualité des chefs d'établissement. Je constate par des exemples précis que le changement du chef d'établissement peut modifier complètement le climat, la rentabilité et enfin l'efficacité de l'éducation. N'y aurait-il pas un effort particulier à faire dans le recrutement, la formation et la rémunération des chefs d'établissement pour en faire vraiment des chefs d'équipe ?

J.-M.B. : Les chefs d'établissement méritent notre reconnaissance. Nous devons mieux les recruter, les former, et les accompagner dans leurs missions quotidiennes. C'est aussi un enjeu de la seconde carrière de professeur. Les chefs d'établissement doivent sentir qu'ils sont, comme nos inspecteurs, des cadres fondamentaux du système.

BACCALURÉAT 2017
Epreuve de philosophie au lycée Henri-IV, à Paris.

Quelle garantie donnez-vous pour que l'autonomie ne remette pas en question l'égalité républicaine et ne creuse pas les disparités entre les établissements ?

J.-M.B. : Si l'uniformisation produisait de l'égalité, notre pays serait aujourd'hui très égalitaire. Or, nous ne le sommes pas. C'est donc bien que l'uniformisation est un faux-semblant. Ma philosophie est de dire que plus de liberté conduira à plus d'égalité. Un des problèmes de notre système, c'est son hyper-individualisme qui conduit à une solitude du chef d'établissement, et même du professeur dans sa classe. Il faut porter un discours de la responsabilité qui incite chacun à prendre des initiatives. La différence entre les établissements ne me fait pas peur si l'on veille à soutenir les établissements les plus défavorisés par la richesse des enseignements. C'est la grande

différence avec la période précédente. Quand on a supprimé les classes bilangue, c'était soi-disant pour créer plus d'égalité. Or, c'est par les classes bilangue que l'on crée plus d'égalité parce que l'on crée des classes bilangue en Seine-Saint-Denis, dans les quartiers nord de Marseille, partout où on a besoin de revaloriser, de faire envie, de créer du désir, et de faire revenir les classes moyennes. Mon but n'est pas de forcer les gens à inscrire leurs enfants dans une école, mais qu'ils y aillent parce qu'ils en ont envie. Les classes bilangue avaient été supprimées à 5 % dans l'académie de Paris et à 90 % dans celle de Caen ! C'est une drôle de lutte contre les inégalités. Je crois qu'il y a un autre chemin pour construire l'égalité républicaine à laquelle aspire toute notre société et pour laquelle l'école joue un rôle essentiel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PERRINE CHERCHÈVE, RENAUD DÉLY ET LOUIS HAUSALTER